

**ARRETE N° 2016\_103**  
**Portant réglementation de la Police et de la sécurité des plages**

Le Maire de la Commune de GUIDEL,  
VU les articles L. 2211-1 et suivants et notamment l'article L. 2213-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU les articles R. 131-13 et R. 610-5 du Code Pénal,  
VU l'arrêté interministériel du 21 novembre 1963 modifié portant sur les dispositions réglementaires des baignades,  
VU l'arrêté ministériel du 27 mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale des 300 mètres,  
VU les arrêtés préfectoraux n°2008/52 à 55 réglementant la baignade et les activités nautiques dans les eaux maritimes des plages de Guidel (Le Loch, Lannenec, Pen er Malo et la Falaise),  
VU l'arrêté préfectoral n° 2011/46 du 08 Juillet 2011 réglementant la pratique des activités nautiques le long du littoral de l'Atlantique,  
**Considérant** qu'il est dans l'intérêt général de prescrire des mesures propres à prévenir les accidents sur les plages, en assurer l'hygiène et y faire respecter l'ordre public.

L'arrêté n° 2016\_50 du 28 Avril 2016 portant réglementation de la police et de la sécurité des plages est complété comme suit :

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La marche aquatique est autorisée à l'intérieur de la zone de baignade de la Plage de Pénermalo ; cette activité doit se faire en parfait harmonie avec les activités de glisse.

**Période estivale :**

GUIDEL RANDO : le mardi de 9 H 30 à 10 H 30  
le samedi de 10 H 30 à 11 H 30

FORME OCEAN : Le lundi à marée basse  
Le mercredi à marée basse  
Le samedi à marée basse

**Hors saison :**

GUIDEL RANDO : Le mardi de 9 H 30 à 10 H 30  
Le samedi de 14 H 30 à 16 H 30

FORME OCEAN : Le lundi à marée basse  
Le mercredi à marée basse  
Le samedi à marée basse

**ARTICLE 2 :** Le Maire de la Ville de GUIDEL, la Gendarmerie Nationale, la Police Municipale, la Police Nationale, les Sapeurs-pompiers, les Nageurs sauveteurs sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté et de constater le cas échéant, par procès-verbaux les contraventions qui seront poursuivies conformément aux lois en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

GUIDEL, le 05 Août 2016  
Le Maire,  
François AUBERTIN

